

« Le secteur subit une mort lente, une agonie »

JEAN-FRANÇOIS LOISEAU, agriculteur et président du groupe coopératif Axereal, est à la tête de l'Agence nationale des industries alimentaires (Ania) depuis juin 2024.

Vous alertez sur la mauvaise santé de l'industrie agroalimentaire française, autrefois une des plus puissantes du monde. Pourquoi ne s'est-on pas aperçu plus tôt qu'elle allait si mal ?

Nous le disions, sans être écoutés ! L'agroalimentaire français est un secteur atomisé, réparti sur tout le territoire, composé à 98% de TPE et PME. Les grands sites dépassant les 200 salariés sont rares. Les entreprises se cassent la figure mais à la différence de secteurs tels l'automobile ou la sidérurgie, la casse se fait à bas bruit. Les dégâts sont là, mais on le constate trop tard. Le secteur subit une mort lente, une agonie.

Comment en est-on arrivé là ?

Nous payons une philosophie datant du milieu des années 2000, qui valorise non plus l'industrie, mais la petite structure. La France était alors le troisième exportateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires au monde, au prix d'années de travail sur la productivité, la compétitivité, la qualité. La petite ferme et la petite entreprise sont devenues des modèles fantasmés, avec un dénigrement généralisé des grands acteurs qui ont pourtant vocation à entraîner tout un secteur dans leur sillage. Cela n'a pas empêché l'État et les gouvernements successifs d'imposer à ces petites entreprises des transitions impossibles à affronter pour des PME, qui ne pouvaient pas investir... D'autant que la réglementation, la fiscalité, les charges sociales, elles, n'ont cessé de s'alourdir. Les marges se sont dégradées, tous les indicateurs économiques ont sui-

vi. L'agroalimentaire est victime d'une irresponsabilité politique générale.

Avez-vous quelques exemples de cette irresponsabilité ?

La sur-administration française coûte à l'économie de 75 à 85 milliards d'euros par an, soit 2 à 3 points de PIB. Pour l'agroalimentaire, c'est au moins 2 milliards par an. Il faut que l'État maigrisse. Nous avons beaucoup trop de fonctions administratives improductives qui créent de la norme et pénalisent les entreprises. Cela génère des coûts faramineux et une impossibilité à s'adapter, se restructurer, se développer. Nous faisons preuve d'une incroyable capacité à jouer contre nos propres intérêts. De la même façon, la politique énergétique française, après avoir été un formidable outil de compétitivité pour les entreprises, s'est retournée contre nous quand on a décidé de casser le modèle de production nucléaire. Pour les industries consommatrices d'énergie que nous sommes, la hausse des coûts de l'électricité a été une déflagration et a sonné la fin de nos performances à l'export sur les marchés européens.

Le débat sur le Mercosur - et l'opposition qu'il suscite en France - est-il pertinent ? L'agroalimentaire pourrait en profiter, notamment les secteurs du lait, des vins et spiritueux...

Nous avons besoin d'échanges agroalimentaires internationaux. Ils ont d'ailleurs été très bénéfiques aux producteurs français. La fermeture des frontières, la fin des échanges seraient des erreurs stratégiques majeures et précipiteraient la mort de secteurs entiers de notre agriculture et de notre agroalimentaire, comme la vigne. Cela dit, on se demande comment on a pu en arriver là, à quelques jours de la signature définitive. On semble découvrir qu'il aurait fallu, il y a des années, pousser ce qui était important pour nous, c'est-à-dire l'équité des normes de production. De la même façon, on n'a pas préparé les filières en première ligne, comme la viande bovine, pour qu'elles puissent

affronter sereinement la concurrence. Il y a eu des erreurs majeures en France dans la prise en main du dossier. Cela révèle nos grands tabous : le déclin de notre compétitivité, nos modèles économiques à revoir. Nous exposons, dans ce débat, nos propres faiblesses, nos propres contradictions.

Est-ce qu'il y a encore des solutions ?

L'élection présidentielle approche, les sujets fondamentaux de la production agricole et agroalimentaire, qui vont de pair puisqu'ils conditionnent mutuellement leur survie, doivent être remis sur la table. Ce sera un moment de vérité. Il nous faut réécrire concrètement notre vision de la souveraineté alimentaire. Quel candidat proposera un nouveau schéma directeur avec des objectifs chiffrés de production agricole, de créations d'usines, d'emplois, de valeur, de développement international ? Il nous faut un projet ambitieux qui intègre la qualité sanitaire et nutritionnelle et la réduction de l'empreinte carbone. Il doit aussi nous permettre de retrouver notre place sur le podium des pays puissants pour l'alimentation. Mais pour cela, il faut que les Français soient de nouveau fiers de leur indus-

trie. Nous pouvons faire notre part, en faisant preuve d'ouverture, en disant mieux ce que nous faisons, en indiquant les origines des produits. Mais la contrepartie ne peut plus être ce dénigrement permanent par les responsables politiques. Répéter sans arrêt que l'alimentation empoisonne n'a qu'un effet : nuire à la transformation en France et faire le lit des importations.

Interview E.D.



DR

Jean-François Loiseau, président d'Axereal et de l'Agence nationale des industries alimentaires.